

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Lyon, le 11/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### NEOVALY

2870 Avenue de l'Europe  
69140 Rillieux-la-Pape

Références : Visite d'inspection du 27/03/2024  
Code AIOT : 0006104050

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement NEOVALY implanté 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape. L'inspection a été annoncée le 13/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale de contrôle de l'autosurveillance des rejets aqueux effectuée au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEOVALY
- 2870 Avenue de l'Europe 69140 Rillieux-la-Pape
- Code AIOT : 0006104050

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Mise en service en juillet 1989, sur la commune de RILLIEUX-LA-PAPE, l'usine d'incinération appartient au Grand Lyon, et est exploitée par la société NEOVALY, filiale du groupe SUEZ. Ce marché d'exploitation a intégré une partie importante de travaux de rénovation, conduits principalement en 2020 et 2021. L'usine dispose de deux fours de capacité unitaire de 12 t/h. La fosse, d'une capacité de 6000 m<sup>3</sup>, a été dimensionnée initialement dans la perspective de la création d'un troisième four (projet abandonné). L'épuration des fumées se fait essentiellement par voie humide. La chaleur produite par les fours est récupérée puis valorisée par l'intermédiaire d'un réseau de chauffage urbain qui alimente environ 12 000 équivalent-logements. L'usine dispose également d'un turboalternateur produisant de l'électricité pour les besoins internes de l'usine, le surplus d'électricité produite rejoignant le réseau ENEDIS.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Contrôle de recalage	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.6.1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.4	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.3.7.2	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.6.3	Sans objet
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.4.1	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.6.3	Sans objet
8	Méthode	Arrêté Ministériel du 02/02/1998,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	article 58-II	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La maîtrise de la thématique de l'autosurveillance des rejets aqueux par l'exploitant est satisfaisante, avec notamment un respect des valeurs limites d'émission et périodicités de surveillance prescrites, une télétransmission régulière et argumentée en tant que de besoin à l'inspection des installations classées, et une méthode d'échantillonnage conforme à l'attendu. Le plan des réseaux nécessitera néanmoins une refonte d'ampleur afin d'être rendu conforme aux dispositions en vigueur.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire .....),</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (Vannes, compteurs.....),</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux de son établissement daté de 2022, mais comportant plusieurs insuffisances notables :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les réseaux situés à l'intérieur de l'installation n'y sont pas représentés ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne (station d'épuration, bassins de neutralisation et de décantation, déshuileur) n'y sont pas représentés ;</li> <li>- les points de prélèvement d'échantillons n'y sont pas représentés ;</li> <li>- le plan n'apparaît pas à jour concernant la prise en compte de certaines évolutions, en particulier pour ce qui est des portions de réseaux auparavant dirigées vers le rejet général sans</li> </ul>

pré-traitement et dorénavant détournées pour pré-traitement vers la station de traitement des eaux physico-chimique interne ; - le plan ne comprend pas de légende ; - le point de rejet relatif aux eaux pluviales n'y est pas représenté ; - les dispositifs de protection de l'alimentation relatifs au réseau d'arrivée d'eau de ville n'y sont pas représentés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il conviendra que l'exploitant mette à jour sous 1 mois le plan des réseaux de son établissement afin de lever l'ensemble des constats ci-avant précisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1mois

**N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents rejetés doivent être exempts : - de matières flottantes, - de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes, - de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.[...]
<b>Constats :</b>  Le rejet des eaux résiduaires est raccordé, après traitement, à une station d'épuration d'externe. Le rejet des eaux pluviales est pour sa part dirigé <i>in fine</i> vers le Rhône.  Après examen au niveau de ces deux points de rejet, l'inspection n'a pas constaté la présence de matières flottantes ou d'anomalies visuellement décelables, ni d'odeurs notables.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Points de prélèvement aménagés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.3.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant ...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police de l'Eau, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté l'existence de points de prélèvements aménagés facilement accessibles sur les tuyauteries de rejet relatives aux eaux résiduaires et aux eaux pluviales, ainsi que d'un point de mesure, notamment du débit et du pH, au niveau de la fosse de relevage. Le rapport du dernier contrôle inopiné réalisé ne rend pas compte de difficultés particulières rencontrées par le préleveur, notamment au niveau du point de prélèvement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets aqueux.  Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité de l'exploitant et à ses frais. L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des paramètres suivants : pH, température, débit et concentration en substances organiques exprimées en COT.  Dans le cas où des difficultés sont rencontrées pour la mesure du COT en continu en raison de la présence de chlorures, la mesure de COT peut être réalisée à fréquence journalière, sur échantillonnage ponctuel.  L'exploitant doit également réaliser des mesures journalières sur échantillonnage ponctuel de la quantité totale de solides en suspension et de la demande chimique en oxygène sauf si cette mesure n'est pas compatible avec la nature de l'effluent et notamment lorsque la teneur en chlorure est supérieure à 5 g/l.  L'exploitant doit en outre faire réaliser par un laboratoire agréé des analyses mensuelles, par un prélèvement sur 24 heures proportionnel au débit, des paramètres suivants : métaux (Ti, Pb, Cr, Cu, Ni, Zn, Cd, Hg et As), ions fluorures, CN libres, hydrocarbures totaux, AOX et demande biochimique en oxygène. Il doit enfin faire réaliser par un laboratoire agréé au moins deux mesures par an des dioxines et des furannes.  L'exploitant est tenu d'effectuer les calculs de bilan massique appropriés afin de déterminer quels sont les niveaux de rejet qui, au point final de rejet des effluents aqueux, peuvent être attribués aux effluents aqueux issus des installations de traitement de déchets, afin de vérifier si les valeurs limites de rejet fixées point 4.4.1.2 du présent arrêté pour les effluents aqueux issus des</p>

installations de traitement des déchets sont respectées.  
La dilution des rejets aqueux aux fins de répondre aux valeurs limites de rejet est interdite.

**Constats :**

L'inspection a constaté le plein respect par l'exploitant des périodicités de surveillance associées à l'autosurveillance de ses rejets aqueux, tant pour les eaux résiduaires que pour les eaux pluviales. Quelques absences de mesures ponctuelles ont fait l'objet de commentaires appropriés permettant d'en expliquer la cause et de préciser les actions correctives mises en œuvre. L'exploitant a par ailleurs justifié le fait de ne réaliser une autosurveillance pour le paramètre DCO de manière mensuelle plutôt que journalière par la forte teneur en chlorures des effluents, ce qui est acceptable au vu de la prescription rappelée ci-dessus.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 4.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement

**Prescription contrôlée :**

**4.4.1.1 Valeurs limites d'émission des eaux pluviales**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales dans le bassin d'orage, les valeurs limites en concentrations suivantes:

[Tableau non reproduit]

**4.4.1.2 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles**

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentrations et flux ci-dessous définies.

[Tableau non reproduit]

**Constats :**

L'inspection a constaté le respect des valeurs limites d'émission en concentration et en flux pour les paramètres réglementés, tant pour les eaux résiduaires que pour les eaux pluviales. Les quelques dépassements ponctuels constatés sur 12 mois glissants, d'ampleur mesurée, ont été contextualisés et expliqués par des commentaires appropriés lors de la télédéclaration régulièrement effectuée par l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 6 : Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant télétransmet mensuellement l'ensemble de ses résultats d'autosurveillance sur la plate-forme GIDAF, ce qui lui permet de répondre à ses obligations réglementaires.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Débit de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]L'exploitant doit réaliser la mesure en continu des paramètres suivants : [...] débit.[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé mesurer le débit en continu, et effectuer un prélèvement asservi au débit sur 24h afin d'assurer une représentativité suffisante de son échantillonnage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
--



<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<b>Constats :</b>  L'échantillonnage effectué par l'exploitant est réalisé à l'aide d'un préleveur réfrigéré asservi au débit sur 24h, localisé à proximité de la fosse de relevage des eaux résiduaires, et mesurant et enregistrant en continu le débit, la température et le pH. L'ensemble des analyses est confié à un laboratoire accrédité, transportant quotidiennement les échantillons confectionnés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est rappelé qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'enquérir aussi régulièrement que nécessaire de l'accréditation du laboratoire sélectionné pour l'analyse de chacun des paramètres réglementés pour la ou les matrices pertinentes (notamment la matrice "eaux résiduaires").
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Contrôle de recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2020, article 7.1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]Dans le cadre de la réalisation de contrôles externes de recalage, au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.[...]
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté l'absence de réalisation de contrôles de recalage annuels par l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>Il conviendra que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifie, sous 1 mois, de l'agrément de son établissement par l'Agence de l'Eau au titre du "suivi régulier des rejets" (SRR), et de l'agrément du laboratoire sélectionné pour l'analyse des paramètres réglementés pour chacun des couples "paramètres / matrice" pertinents ;</li> <li>- ou bien réalise, sous 3 mois puis à une périodicité annuelle, un contrôle de recalage portant sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe agréé induisant la réalisation d'un prélèvement sous accréditation (ou via un préleveur bénéficiant d'un agrément SRR).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3mois